

ASSOCIATION POUR
LA RECHERCHE ET LA SAUVEGARDE DE DE LA VERITE HISTORIQUE
SUR LA RESISTANCE EN CREUSE

BULLETIN N° 7

NOVEMBRE 1996

SOMMAIRE

Nos peines	1
Assemblée Générale	1
La Creuse à l'honneur	1
Activités	
- Bureau	1
- Colloque "Sauver les enfants juifs de France"	1
- Travaux en cours	2
Histoire. Mémoire. Légende	
- Bombardements "italiens le 19 juin 40"	2
- Guéret et Tulle (suite)	3
- Histoire et business	3
- "Affaire" Todorov	4
Marins allemands en Creuse	4
- Les faits	5
- La lettre	6
- Documents	6
- Le message codé	7
- Jesser et les marins allemands	8
- Conclusion	9
Bibliographie	10
Libération de Guéret le 7 juin 44 (1)	11
Combeauvert. La Das Reich en Limousin (1)	14

(1) Ces textes ont pour partie été déjà publiés dans divers numéros du bulletin. Ils ont été regroupés et complétés afin de donner une vision plus large et plus précise des faits.

NOS PEINES

Mme Marie-Louise CERCLIER-ROUSSILLAT est décédée. Enseignante, elle avait été dans la résistance aux côtés de son mari, Roger Cerclier, Chef Départemental des Mouvements Unis de la Résistance, Président du Comité Départemental de Libération, Député de la Creuse, décédé accidentellement. Remariée avec Louis Roussillat elle était restée très attachée à l'histoire de la Résistance et suivait avec attention nos recherches.

Mme Raymonde COSTA est décédée, quelques mois seulement après son mari. Enseignante, en poste dans le sud de la Creuse, elle avait pris une part active à la Résistance. Retirée à Huriel, près Montluçon elle était restée fidèle de nos réunions et suivait avec intérêt nos travaux.

Nos condoléances et toute notre sympathie aux familles

ASSEMBLEE GENERALE 1996

L'association tiendra son assemblée générale annuelle
mercredi 4 décembre à 14 h 30 Salle N° 2
Maison des Associations de Guéret

Ordre du jour:

Rapport d'activité
Rapport financier
Rapport moral
Renouvellement Conseil d'Administration et Bureau
Programme 1997
Questions diverses

Le présent avis tient lieu de convocation

CONCOURS NATIONAL DE LA RESISTANCE ET DE LA DEPORTATION LA CREUSE A L'HONNEUR

La classe de "1ère européenne" (95-96) du Lycée Pierre Bourdan, à Guéret, a été distinguée par le jury national pour un dossier original entièrement rédigé en langue allemande.

Après Sarah Martin, lauréat national pour un devoir individuel, en 1989, la Creuse se distingue à nouveau. Félicitations. Bravo aux élèves. Bravo au Professeur. Bravo au Lycée Pierre Bourdan.

ACTIVITES 1996

Bureau

Au cours de l'année, il s'est réuni à trois reprises:

- le 25 avril, pour faire le point des travaux en cours, préparer les retrouvailles des enfants juifs et le colloque d'historiens sur le thème "Sauver les enfants juifs de France".

- Le 10 juin, pour faire le point des retrouvailles et du colloque, dresser le bilan financier, préparer l'édition des "actes" du colloque, envisager la possibilité d'un ouvrage sur Chabannes.

- Le 7 novembre, pour faire le point et préparer l'assemblée générale.

Enfants juifs en Creuse Retrouvailles et Colloque

Un numéro spécial du bulletin a évoqué la participation significative de la Creuse dans le sauvetage des Juifs et de leurs enfants entre 1940 et 1944 et les travaux du colloque.

Les retrouvailles, à Chabannes et au Masgelier, ont suscité beaucoup d'émotion et montré que les liens noués à l'époque entre enfants juifs, souvent d'origine étrangère, et enfants creusois, tout spécialement au sein de l'école laïque, avaient ignoré toutes considérations de race, de religion, de nationalité.

Le colloque avait pour objectif de faire le point des connaissances sur le sauvetage des enfants et d'initier de nouvelles recherches. Il a mis en relief l'action remarquable de l'Oeuvre de Secours aux Enfants (OSE) et souligné le comportement honorable des populations creusoises.

Quelques bonnes volontés participent à la préparation de l'édition des "actes" du colloque, en fait la transcription manuscrite des enregistrements vidéo, longue et fastidieuse, puis la frappe.

Les intervenants procèdent ensuite à la vérification et la mise au point des textes. Suivent: la composition, la mise en pages, la correction, la photogravure pour les illustrations, l'impression et le brochage.

L'ensemble de ces travaux demande beaucoup de temps et fait apparaître une nouvelle fois le bien faible nombre d'actifs. La parution, envisagée pour la fin de cette année, doit en conséquence être reportée au début de 1997.

Les actes du colloque, complétés par un cahier en couleurs consacré aux retrouvailles, constitueront un livre d'un peu plus de 200 pages. Le prix de vente public sera de 190 francs mais l'ouvrage sera offert en souscription, tout spécialement aux adhérents de l'association, pour 150 F.

En complément, un travail spécifique a été envisagé pour Chabannes, seule "maison" de l'OSE dirigée par un non-juif: Félix Chevrier et seule "maison" dont les enfants furent constamment au contact de la population locale qui les accueillit et les protégea. Ce travail pourrait justifier ultérieurement un film du type "Au revoir les enfants" de Louis Malle.

La mémoire de Félix Chevrier a été récemment honorée par l'UNICEF à l'occasion de son cinquantenaire. Une cérémonie a associé symboliquement, dans un même hommage:

- un juif, Janusz Korczak, médecin polonais,
- un catholique: le Père Jacques du collège d'Avon,

- un protestant: le Pasteur Trocmé, Chambon/Lignon,
- un laïc: Félix Chevrier, Chabannes.

En présence d'un représentant du gouvernement et de diverses personnalités dont Mme Simone Weil et Michel Rocard qui, lorsqu'il était Premier Ministre, a signé au nom de la France, la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.

La Creuse était représentée par une délégation de Saint Pierre de Fursac, les soeurs Paillassou, à l'époque institutrices à Chabannes, "Justes parmi les Nations" et le Président de notre association.

Travaux en cours

Michaud a pris du retard dans la rédaction du premier volume consacré à la Creuse de l'armistice à fin 42. Malgré la masse de documents accumulés il manque toujours une information ou une précision qu'il faut rechercher, vérifier, analyser. L'histoire ne s'écrit pas comme un roman au gré de l'inspiration. La sortie de ce premier tome, prévue en fin de la présente année, se trouve reportée à l'année prochaine.

Il a en conséquence été décidé de revenir au projet initial, c'est à dire de publier, à partir de textes existants qu'il suffit de développer ou compléter, un ouvrage consacré aux principaux faits de résistance en Creuse, tout spécialement ceux qui sont mal connus ou qui ont fait l'objet de versions et interprétations discutables. Son titre devrait être: "**La Résistance en Creuse. Vérités et légendes**". Parution mi-97, si tout va bien.

HISTOIRE. MEMOIRE ET LEGENDES

Cette rubrique se retrouve dans chaque numéro car elle est constamment alimentée.

19 juin 1940. Bombardements en Creuse (et dans la région) "par les Italiens"

Les anciens se souviennent et les plus jeunes ont entendu parler de ces bombardements et mitraillages sauvages, le 19 juin, c'est à dire entre la date de demande d'armistice et la date de signature. Ils firent de nombreuses victimes parmi la population locale mais aussi parmi les très nombreux réfugiés qui fuyaient devant les armées allemandes. Le nombre des morts se situerait autour de 120: une soixantaine à Guéret, une douzaine à Aubusson et La Souterraine, une dizaine à Saint Vaury, Gouzon, Chénérailles, etc.. Le nombre des blessés dépasserait 200. Il y eut aussi de nombreuses victimes dans les départements limitrophes: 81 morts à Montluçon, 75 à Issoudun, etc..

En Creuse comme dans les autres départements concernés, ces bombardements furent et demeurent attribués aux Italiens de Mussolini, courageusement entrés en Guerre le 10 juin. Certains avaient cru reconnaître des avions allemands, tout spécialement des "Stukas" car les bombes faisaient, en tombant, un bruit

de sirène, mais l'opinion s'en tint alors et continue de s'en tenir à la version accusant les Italiens.

Nous nous étions interrogés mais toutes les sources d'époque incriminent les Italiens. Nous avons toutefois trouvé une version, apparemment "digne de foi", assurant qu'il s'agissait d'avions italiens pilotés par des Allemands.

Lorsque nous avons été amenés à évoquer les faits, nous nous en étions tenus à la formule "bombardements attribués aux Italiens". A défaut d'une parfaite connaissance de la langue allemande nous en étions réduits à attendre qu'une bonne volonté fasse pour nous des recherches dans les archives de la Luftwaffe.

La chance est venue à notre secours sous la forme d'un appel téléphonique venant de Montluçon. Notre interlocuteur, un journaliste, souhaitait avoir de nous quelques précisions sur ce 19 juin 1940 car il était en possession de documents de source allemande mettant en cause la légende établie. Il se préparait à publier dans La Montagne, la page que beaucoup d'adhérents en dû lire avec surprise et intérêt.

Ainsi donc s'effondrait la légende du bombardement pas les Italiens. L'auteur de l'article, Serge Boyer, s'est interrogé sur l'origine de cette légende. Il évoque un cas de "psychose collective" mais ne parvient pas à l'expliquer, moins encore à la justifier. Nous sommes aussi dubitatifs que lui, même si nous avons conscience d'une sourde colère teintée de mépris pour ces "macaronis" qui venaient si tardivement au secours d'une victoire acquise par d'autres.

Ces raids, aussi odieux que militairement injustifiés, hors volonté d'accroître les malheurs d'une population déjà accablée par la défaite, furent donc l'oeuvre d'une escadrille tristement célèbre, la KG 53 de la légion Condor, qui s'était tragiquement illustrée en Espagne, à Guernica.

L'article de La Montagne effacera-t-il désormais la légende du "bombardement par les Italiens" ? Rien n'est moins sûr. Quelques sondages montrent qu'il n'en est rien. Les légendes ont la vie dure et pendant longtemps encore on continuera de parler en Creuse et dans la région du bombardement du 19 juin 1940 "par les Italiens".

Guéret et Tulle (suite mais pas fin) **Qui a sauvé Guéret des représailles ?**

Nous avons, à plusieurs reprises déjà, fait justice des rapprochements aussi inopportuns qu'injustifiés, par des historiens réputés éminents, entre les faits qui se sont déroulés dans les deux villes le 7 juin 1944. Sans succès car là encore la légende a la vie dure.

Nous avons découvert récemment dans une "Histoire de la Résistance" de François Georges Dreyfus, Professeur d'Histoire Contemporaine à la Sorbonne (Université Paris 4) le passage ci-après:

"Grâce à son maire nommé par Vichy comme beaucoup d'autres qui seront aussi courageux et le paieront parfois de leur vie, ... Guéret va éviter de telles représailles malgré l'occupation momentanée de la ville par les FTP".

Nous avons fait observer au Professeur L.G. Dreyfus que si les FTP participèrent à l'attaque de la garnison allemande de Guéret le 7 juin, ils n'étaient pas seuls et que par ailleurs l'initiative revenait au commandement des FFI. Nous lui avons aussi précisé que l'absence de représailles devait plus à l'attitude des blessés allemands soignés à l'hôpital qu'au plaidoyer du maire. Nous avons joint un texte rappelant les faits.

La réponse est intervenue très vite:

"Je vous remercie très vivement de votre lettre du 2 qui m'a fort intéressé. Soyez assuré que j'en tiendrai compte dans la prochaine réédition ..."

La célérité de la réponse, l'intérêt porté aux informations communiquées et la promesse d'en tenir compte pour les prochaines rééditions méritaient d'être soulignés.

Pour information, L.G. Dreyfus se distingue de la plupart des autres historiens universitaires par une "compréhension" toute particulière des initiatives de Pétain et du régime de Vichy. Il ne mésestime pas pour autant l'action de la Résistance.

Malgré nos efforts, la légende qui rapproche les événements de Guéret et de Tulle se retrouvera longtemps encore dans de nombreux ouvrages réputés sérieux. Hors exception, tout historien universitaire part du principe que ce qui a été écrit par un autre historien universitaire ne peut être que vérité. En fonction de quoi, des légendes comme celle qui associe Guéret et Tulle, parées du sceau universitaire, deviennent vérité "officielle".

Les jeunes historiens, souvent très portés vers les grandes synthèses, ignorent ou gommant les diversités de l'époque avec d'autant plus d'allégresse qu'ils sont souvent pressés par le temps, qu'il s'agisse de l'élaboration d'une thèse ou de la rédaction d'un livre à caractère plus "commercial".

L'investissement en temps exigé par une recherche sérieuse est considérable. Eugène Martres a travaillé 30 ans sur le Cantal. Notre groupe travaille depuis 12 ans sur la Creuse et l'addition des temps des uns et des autres atteindra un chiffre sensiblement équivalent. Sans prétendre à l'exhaustivité. Ce n'est que lorsque la France sera correctement couverte par des recherches sectorielles qu'il sera enfin possible de faire des synthèses dignes de ce nom.

Histoire et business

La Résistance, ses mythes, ses légendes, ses drames aussi, a déjà inspiré et continue d'inspirer de nombreux

ouvrages. Environ 2.000 avaient été recensés en 1992. Ils seraient aujourd'hui près de 3.000.

Il y a eu et il y a toujours les récits, plus ou moins hagiographiques des acteurs. Certains, craignant que la postérité ne leur accorde pas les mérites qu'ils s'attribuent se croient obligés d'appeler l'attention des autres sur leur égo. Il y a les livres de témoignage et de réflexion, souvent plus sérieux, mais pas toujours dépourvus de considérations politiques. Il y a les ouvrages d'universitaires car la résistance recèle un nombre infini de sujets de thèses. Il y a enfin les livres associant l'histoire, le journalisme, la recherche du sensationnel, de tout ce qui peut faire saliver le curieux; ce sont eux qui font les meilleurs tirages.

Il faut aussi évoquer les oeuvres consacrées à des sujets "porteurs". Oradour par exemple. Une bonne dizaine de livres, associés ou non au parcours de la division SS Das Reich en Limousin, lui ont été consacrés et il en sort un nouveau tous les deux ou trois ans. Le dernier en date évoque le parcours de la Das Reich en Creuse. Nous avons demandé la source d'informations qui nous auraient échappé. Sans réponse à ce jour.

Dans un autre registre, il convient de mentionner cette version puisée dans un guide touristique allemand très connu, rapportée par "Le Monde":

"L'armée allemande avait trouvé aux abords immédiats d'Oradour les cadavres d'un transport de blessés que les maquisards avaient attaqué la veille, ainsi que des armes, des munitions cachées dans les maisons du village. Pour cette raison ils fusillèrent la plupart des hommes considérés comme des partisans et incendièrent les maisons. Beaucoup de femmes et d'enfants enfermés dans l'église, perdirent la vie dans l'incendie". Evénements qui aboutirent à la préservation d'une ville fantôme clôturée dans un but touristique bien organisé".

A la réaction du Pdt du Conseil Régional, le responsable de l'édition du guide répond: "Nous ignorions les négligences des auteurs et des comités de lecture".

On aimerait être sûr qu'il s'agit seulement de négligences. (1)

"Affaire" Todorov (suite)

Nous avons, dans un précédent numéro, évoqué les appréciations de Tzvetan Todorov sur le séjour forcé en Creuse, en juin 1944, de Mme Bout de l'An, épouse du secrétaire général de la milice, par ailleurs SS. Les perspectives judiciaires évoquées ont pris du retard mais subsistent. Nous ne ferons donc pas de nouveaux commentaires sur le dossier. Notons seulement que le sujet Saint Amand semble lui aussi "porteur" car Todorov a publié un nouvel ouvrage, avec des collaborations quelque peu surprenantes.

VERITES ET LEGENDES LES MARINS ALLEMANDS EN CREUSE

Des officiers de marine allemands arrêtés en Creuse en juin 1944 ! On pense à une galéjade du type de celles qui évoquent la marine suisse. Et pourtant, le Capit Lu... commandant le sous-marin U. 188 et le Capit (ing) La... furent bien arrêtés le 26 juin 1944, après que le mini car de la Kriegsmarine qui les transportait ait été attaqué et saisi par des FFI, près de Bourgneuf. Le U.188 revenait du sud-est asiatique via le Cap de Bonne Espérance. Il avait notamment fait escale à Pénang, alors occupée par les japonais. Il avait accosté à sa base de Bordeaux et les deux officiers accompagnés de leurs ordonnances rejoignaient l'Allemagne par la route, les voies ferrées étant rendues inutilisables par les combattants de l'intérieur.

Sur la capture et le séjour en Creuse des deux officiers et des "obergeifreiten" (caporaux ?) R... et E... il a déjà été beaucoup écrit et plus encore raconté. Leur aventure avait été évoquée dès les années qui suivirent la guerre par un magazine. Apparemment, à partir d'un texte puisé dans le Kriegstagebuch (KTB), journal d'opérations de l'Etat Major Principal de Liaison (EMP) 588 de Clermont-Ferrand (La France sud était partagée entre 4 EMP: Lyon, Avignon, Toulouse et Clermont):

"29.7.44

1 officier de marine et 2 matelots (cf. ex-sit 28.6) ont pu s'évader de chez les terroristes. Venus du Japon par sous-marin, attaqués par l'aviation près des îles du Cap Vert, ayant rallié Bordeaux, ils voulaient gagner Paris par Périgueux. Après leur capture par les terroristes, ils ont expédié deux lettres à Bordeaux par la poste française en indiquant le lieu de leur captivité, à 40 k sud de Guéret. Journal de marche et papiers secrets tombés aux mains des terroristes; ont été ensuite amenés à Murat où il y avait un colonel américain et un Etat-Major assez important. Le commandement était assuré par un Lieutenant français. Après avoir changé plusieurs fois leur lieu de captivité, sont revenus région de Bourgneuf. Quand le Gt Jesser nettoya la région, ces marins se trouvaient entre les Allemands et les terroristes sans pouvoir se faire reconnaître, se nourrissant alors de betteraves et de légumes crus. ils ont réussi à gagner Limoges".

Il y a là matière à se poser bien des questions, voire à fantasmer. Au début des années 80, dans "Le temps du Maquis", Marc Parrotin évoque la capture des marins allemands à partir de témoignages mais il n'a pas encore le KTB, document pourtant indispensable à qui prétend écrire une "Histoire de la résistance en Creuse". Dans un ouvrage récent (1995) portant en sous-titre: "Historique. Martyrologe. Mémorial" il écrit:

"... Les deux officiers prisonniers, durant leur captivité au PC de Murat eurent la possibilité d'envoyer deux lettres à la Kriegsmarine à Bordeaux et purent ainsi indiquer le lieu exact de leur détention en Creuse".

Ce raccourci tendancieux a pour objectif évident de mettre en cause celui qui aurait laissé -ou offert- aux prisonniers la possibilité d'envoyer deux lettres pour indiquer le lieu de leur détention et serait de ce fait coupable de trahison.

Avant de revenir à la réalité des faits précisons:

- la mention (cf. ex-sit 28.6) renvoie à l'examen de la situation le 28.6 2ème paragraphe de la page 32 du KTB: *"Le 24/6. vers 16 heures, près de Bourgneuf (25 km sud Guéret), car de 7 officiers et marins attaqués par surprise par terroristes, 2 officiers (titulaires de la Croix de Chevalier) et 2 matelots disparus. Les 3 autres matelots arrivés à Limoges. Car et papiers officiels avec serviette disparus"*.

Il existe une autre mention au bas de la même page, à la date du 29.6.44: *"Le car de la marine disparu avait été intercepté à Brive, contrôlé et mis en garde. Ses occupants ont malgré tout poursuivi leur route. Les EML doivent donc veiller à ce qu'aucun véhicule isolé ne circule plus désormais"*.

Apparemment, rien n'autorise à mettre en doute la version officielle d'un fait, dans un document militaire allemand, si ce n'est la prudence et l'expérience du chercheur. Malgré une apparente précision, le texte du 29/7 recèle un certain nombre d'erreurs faciles à déceler pour qui connaît un peu le dossier:

- *"1 officier de marine et 2 matelots ont pu s'évader de chez les terroristes"*. En fait deux officiers et un matelot.

- *"Ils ont expédié deux lettres à Bordeaux par la poste française en indiquant le lieu de leur captivité ..."*. En fait une seule lettre a été envoyée. L'affirmation laisse supposer qu'ils ont eu l'initiative de ces messages, donc qu'il y a eu complicité, trahison. De qui ? A quel niveau ? Le texte ne précise pas mais à défaut de responsable désigné il permet de mettre en cause le Chef des FFI, lequel n'était pas lieutenant mais Lt Colonel.

- *"ont été ensuite amenés à Murat où il y avait un colonel américain ..."*. Shannon, l'officier américain de la mission interalliée Bergamotte, n'était que "major", c'est à dire commandant. Par ailleurs les deux officiers allemands ne firent qu'un bref séjour à Murat avant d'être séparés des matelots et conduits à Cosnat.

Le chercheur quelque peu averti aura aussi noté qu'à la date du 28, trois matelots étaient arrivés à Limoges et qu'ils ont en conséquence:

- donné l'alerte

- mentionné le lieu exact de l'attaque du car.

Il faut encore préciser que le dit car avait été repéré et suivi depuis son entrée en Creuse par le service de renseignements du secteur, en l'occurrence le dispositif

d'observation et d'alerte mis en place à partir du central téléphonique de Bourgneuf.

Les faits

Ce dossier ayant déjà suscité des réactions et récriminations ("J'y étais et on m'a oublié, Moi je ... ") nous ne mentionnerons aucun nom de crainte d'un nouvel oubli.

Le car, après avoir stationné un moment à Bourgneuf, devant l'école, ce qui excluait toute tentative d'attaque, prit la direction de Guéret par ce qui est aujourd'hui la D940 et s'appelait à l'époque N140. Le pont sur le Thaurion ayant été mis hors service, le car dut faire demi-tour. Il fut attaqué à l'embranchement, en épingle à cheveu, avec la D941 en direction de Pontarion et Aubusson. Un talus et une châtaigneraie protégèrent la fuite des occupants.

Un des matelots qui s'était déchaussé dans le car ne put aller très loin et revint vers la route où il fut arrêté. Un maquisard fut tué par les fuyards qui se séparèrent: d'un côté le chauffeur et les convoyeurs, de l'autre les officiers et matelots. Les premiers parvinrent à gagner Limoges, les autres furent arrêtés le 26 et, après un premier interrogatoire à Bourgneuf, amenés au PC de Murat.

Les documents récupérés dans le car furent étudiés par un interprète parlant couramment l'allemand et les services alliés furent informés par la mission Bergamotte. Dans l'attente d'une possibilité de transfert en Angleterre ils furent un moment enterrés, lors de l'attaque du groupement Jesser, puis remis au Délégué Militaire National (DMN) pour la zone sud, le Colonel Polygone (Bourgès-Maunoury) et transférés en Corrèze (terrain de Thalamy) d'où ils furent acheminés vers leur destination.

En 1985, lorsque nous avons commencé à travailler sur le dossier, nous étions perplexes quant aux lettres et au sort des officiers. Le KTB nous assurait qu'un officier et deux matelots s'étaient évadés. Pourtant, nous avions la certitude qu'un matelot avait été tué en un lieu bien précis et, de source apparemment digne de foi, l'affirmation que les deux officiers avaient aussi été tués. Qui croire ?

Nous avons donc engagé une recherche par la voie officielle afin de retrouver d'éventuels survivants en Allemagne. La première réponse nous informait qu'une partie des archives de la marine allemande avaient été détruite et nous laissait peu d'espoir. Par ailleurs nous n'étions pas très sûrs des noms des deux officiers. La seconde était plus encourageante et mentionnait le nom de deux officiers dont l'un était mort en 1945 alors qu'il commandait l'école navale de Flensburg et l'autre vivant, mais précisait que "ni l'un ni l'autre n'avait été prisonnier en France".

Un courrier, en allemand, fut donc adressé au survivant. Nous ne savions pas s'il était l'officier que

nous recherchions et nous avions quelques craintes de nous retrouver face à un officier nazi ayant gardé un mauvais souvenir de son séjour forcé parmi nous. La réponse fut rapide et leva nos réserves, même si nous avions le sentiment que notre image de "terroristes" n'était pas totalement effacée. Les échanges de courrier devinrent très vite plus cordiaux. Le Caplt, devenu le Docteur Ingénieur La..., était bien l'un des officiers que nous avions connus: le grand brun (l'autre le Caplt Lu..., commandant du sous-marin, était plus petit et blond, avec le front légèrement dégarni et nous eûmes la confirmation qu'il était mort accidentellement en 1945).

Notre interlocuteur n'était pas officier d'active mais à l'époque élève-ingénieur, mobilisé dans les sous-marins. Manifestement il avait beaucoup souffert de son sort. Il ne gardait pas un trop mauvais souvenir de sa captivité mais, bien que séjournant parfois en France, il n'avait jamais osé revenir en Creuse. Rendez-vous fut pris à l'occasion de son prochain voyage et le 20 septembre 1986 nous accueillions à Saint Hilaire le Château, un couple souriant et sympathique. Lui devenu aussi blanc qu'il était brun, avec un visage ouvert alors qu'à l'époque il était fermé, en raison de problèmes de santé apprendrons-nous; elle parlant couramment notre langue.

Moment d'émotion lors de la visite à Cosnat. Mme La... s'éloigna un instant pour converser avec une femme du village. Elle revint avec des fleurs qu'elle déposa sur le monument élevé à l'entrée du village, à la mémoire des dix jeunes massacrés par le Gpt Jesser.

Il avait été convenu de faire ensemble le point de ce que nous savions, que chacun s'efforceraient de répondre aux questions que se posait l'autre. Entretien enregistré, avec le concours de l'interprète qui nous avait assistés depuis le début, professeur d'allemand d'origine allemande, maîtrisant parfaitement les deux langues. Copie de la bande remise à notre visiteur.

Pour notre groupe, engagement réciproque de discrétion jusqu'à publication de nos travaux, les informations recueillies étant statutairement propriété de l'association organisatrice de la rencontre. C'était d'évidence trop demander. Il est si tentant de faire étalage de ses connaissances, de renseigner ceux qui voudraient bien savoir, si glorieux de parler devant un micro ! Adieu promesses et engagements !!!

Et comme toujours, quand on parle de mémoire d'un sujet mal maîtrisé on mélange les faits et on ignore la chronologie, on improvise. Les curieux se trouvent donc punis de leur curiosité. Ils ont enregistré des "révélations" erronées. Il faut encore préciser qu'entre temps la polémique sur l'origine "des" lettres et la "trahison" du chef des FFI avait excité l'envie de savoir.

Nous avons toutefois continué à travailler dans la discrétion et retrouvé aux archives (2) le texte de la lettre du Colonel Rivier, commandant les FFI de la R5 au général commandant les troupes d'opérations

allemandes à Limoges, donc établi la filiation entre cette initiative et celle de François. Nous savions que des décisions de même ordre avaient été prises dans d'autres départements. (3)

Nous savions aussi quelles dispositions avaient été prises par le GPRF, par les alliés et par le commandement interallié pour essayer de protéger les FFI contre les directives allemandes de les considérer comme francs-tireurs et de les fusiller. Nous étions par contre handicapés par notre méconnaissance de la langue allemande qui nous privait de l'accès aux archives de la Kriegsmarine. Fort heureusement, la chance, cette providence des chercheurs, est venue à notre secours.

En la circonstance, elle s'est manifestée en la personne d'un officier de marine français qui s'intéressait aux initiatives de la flottille de sous-marins allemands en charge de missions dans le sud-est asiatique. Il avait pu accéder aux archives et à sa grande surprise il avait découvert l'odyssée en Creuse des officiers et matelots du U.188. Il était entré en relations avec le Dr Ing La... et avait appris l'existence de notre association.

Il devrait publier prochainement le fruit de ses recherches. Bien qu'il nous ait remis et autorisé à utiliser divers documents, tout spécialement "la lettre" et le rapport du commandant du sous-marin après son évasion, nous estimons d'élémentaire courtoisie de lui laisser la primeur de leur publication. Nous nous en tiendrons donc, pour le moment, à des extraits et quelques commentaires.

"Les lettres"

L'enregistrement réalisé à Saint Hilaire le Château, très long en raison de la traduction, a évidemment été conservé et transcrit (44 pages d'un cahier d'écolier). A l'origine de l'entretien, nous n'avions que les informations du KTB et ne savions rien des lettres ni des conditions dans lesquelles elles auraient été écrites..

Nous avons donc été fort intéressé par le témoignage du Dr Ing La... Traduction: *"Ils ont écrit le 28 juin à Bordeaux. On leur a demandé de rédiger cette lettre afin de faire connaître que le maquis avait fait des prisonniers et on leur a demandé de bien marquer dans cette lettre qu'ils étaient traités en prisonniers et bien traités".* Précision complémentaire: Traduction: *"A sa connaissance il n'y a eu qu'une lettre. On leur a demandé d'écrire cette lettre pour faire savoir qu'ils étaient bien traités et que le maquis avait fait des prisonniers" puis: "On les a forcé à écrire".*

Il n'y a donc eu ni négligence ni trahison. Honte à ceux qui ont cru pouvoir se servir du texte du KTB pour porter des accusations aussi odieuses qu'injustifiées.

Les documents

Ci-après le texte de la lettre adressée par le Colonel Rivier, commandant les FFI de la R.5, conservée

Archives Départementales, donc accessible à tout chercheur sérieux disposant d'une dérogation:

le 14 juin 1944

Le Commandant en Chef des Forces Françaises de l'Intérieur de la région de Limoges à

Monsieur le Général commandant les troupes allemandes d'opérations, Limoges.

Les forces Françaises de l'Intérieur de la région de Limoges entendent être considérées par vous, non comme francs-tireurs mais comme des forces armées régulières.

Elles ont fait prisonniers un certain nombre d'officiers, sous-officiers et soldats allemands.

Elles ont l'intention, malgré les difficultés et les risques que cela représente pour elles, de les traiter comme prisonniers de guerre.

Elles feront encore et en grand nombre d'autres prisonniers. Elles ont l'intention de les traiter de la même manière.

Mais leur attitude sera commandée par les ordres qui seront donnés à vos unités. Jusqu'ici les troupes allemandes ont fusillé des officiers, sous-officiers et soldats des F.F.I. trouvés les armes à la main.

Elles se sont en outre dans différentes localités, livrées à titre de représailles sur la population civile, à des atrocités qu'aucune loi de la guerre n'autorise et que l'honneur militaire réprouve.

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur les décisions que j'ai prises:

Si de pareils faits se renouvelaient, des ordres ont été donnés pour que tout prisonnier soit traité comme vous traiterez vous-mêmes les officiers, sous-officiers et soldats des Forces Françaises de l'Intérieur tombant entre vos mains.

En outre, il sera difficile d'empêcher l'usage de semblables procédés de la part de nos troupes lors de l'occupation par elles des territoires allemands".

La date de cette lettre doit être rapprochée de celle des crimes de la 2ème DB SS Das Reich dans la région:

- 9 juin: 99 pendus à Tulle et 31 morts à Combeauvert

- 10 juin: 642 victimes, hommes, femmes et enfants à Oradour sur Glane.

Voici maintenant un aperçu de la lettre conservée dans les archives de la Kriegsmarine (en fait, pour être précis, le texte communiqué "par fil de la 12ème flottille de sous-marins à G 2998 le 07/07/44"):

Après avoir donné des nouvelles des officiers et matelots elle précise: "*sont prisonniers de l'armée française de l'intérieur qui se considère en état de guerre avec les troupes allemandes*". Il est fait état d'assassinat de femmes et d'enfants avec référence à Oradour et de soldats de la IFA (Armée Française de l'Intérieur) fusillés après combat. Elle se termine par: "*Ces faits, s'ils se sont effectivement produits ne correspondent pas aux idéaux de combat de l'officier allemand*".

Il apparaît donc que cette lettre prolonge l'avertissement du Colonel Rivier et confirme les propos du Dr Ing La... à Saint Hilaire le Château, en 1986. Elle a pour objectif de faire savoir que les officiers et matelots du U.188 sont prisonniers des FFI, qu'ils sont correctement traités mais que leur sort peut dépendre du comportement des troupes allemandes vis à vis des FFI. On notera la référence aux "idéaux de combat de l'officier allemand".

Il faut aussi savoir que dans son rapport de 7 pages, écrit au lendemain de son évasion, le Caplt Lu... commandant du sous-marin, ne fait pas mention de cette lettre. Il note toutefois (p.2) "*François nous déclare que nous serons traités en prisonniers de guerre*".

Pour bien situer les faits dans leur contexte il faut savoir:

- que le sort des combattants relevait des Conventions de La Haye du 18 octobre 1907 concernant "les lois et coutumes de la guerre", lesquelles stipulaient que les "irréguliers" pouvaient être traités en francs-tireurs".

- que le brassard, était reconnu par les Conventions de La Haye comme "signe distinctif" permettant aux porteurs d'être considérés comme combattants réguliers.

- que Hitler et l'OKW ne se considéraient pas engagés par les conventions de La Haye. L'OBW (Haut commandement à l'Ouest) avait confirmé le 8 juin 44 (1a/Ic N° 3638/44) les instructions de l'OKW: "*Les membres de la Résistance française ... doivent être considérés et traités comme des francs-tireurs*".

- que le port de l'uniforme protégeait les combattants au titre des Conventions de La Haye mais que les dispositions de celles-ci étaient annulées par l'article 10 des conventions d'armistice: "*Le gouvernement français empêchera les sujets français de combattre l'Allemagne au service des états avec qui l'Allemagne est encore en guerre et les sujets français qui ne se conformeraient pas à cette règle seraient traités par les troupes allemandes comme francs-tireurs*".

Dès 1942, Hitler avait menacé de faire fusiller les combattants des FFI prisonniers et c'est sans doute cette clause qui justifia, en Creuse, l'exécution de militaires en uniforme de l'Ecole de la Garde, au Pont de Murat.

L'armistice ne fut pas dénoncé, ni après l'occupation de la zone libre, ni après le débarquement allié en Normandie. Un observateur suisse constatait le 22 juin que "la position juridique des allemands est forte" et poursuivait: "Pour l'affaiblir, le gouvernement légal de Vichy devrait se dissoudre" puis: "le maréchal Pétain a fait de tout français qui résiste aux allemands un hors la loi punissable de mort". Côté français et allié:

- Le gouvernement Provisoire de la République Française avait accordé le 9 juin, aux FFI, le "statut d'unités combattantes régulières".

- Les services français avaient dès le 12 juin fait savoir que "les prisonniers faits par les FFI répondraient des crimes que pourrait commettre l'ennemi contre les prisonniers français".

- Eisenhower, commandant suprême allié reconnaissait les FFI comme "unités combattantes relevant du Haut Commandement allié": "Le général Koenig dirige les opérations des forces de la Résistance. Il exerce ses fonctions sous les ordres et au nom du commandement suprême".

Ultérieurement, des tracts distribués par avion précisait: "Les représailles exercées contre les groupes de résistance constituent une violation des lois de la guerre". Des messages en langue allemande, diffusés à l'intention des officiers allemands les informèrent que: "tous les efforts possibles sont mis en oeuvre pour découvrir et traquer les auteurs des atrocités commises contre les membres des forces armées placées sous son commandement".

La lettre imposée aux officiers de marine allemands s'inscrivait donc dans un contexte bien précis et François ne faisait qu'appliquer les consignes générales données aux responsables des FFI.

Message codé dans la lettre

Le KTB mentionne: "deux lettres ... indiquant le lieu de leur captivité". Lors de l'entretien de Saint Hilaire le Château, le Dr Ing. La... a évoqué ce message codé: Traduction: "Ils n'avaient pas le droit de dire où ils étaient. Ils ont mis un code de sous-marin de telle façon que dans la lettre ils faisaient connaître qu'ils étaient à 40 km de Guéret". Cette tentative de codage n'a rien de surprenant de la part d'officiers de ce niveau

Le Dr Ing. La... donne des précisions sur les conditions dans lesquelles ils parvinrent à connaître leur lieu de détention: carte postale dans une bible, morceau de carte de chemin de fer ramassé par terre Ces indications sont manifestement exactes mais les faits sont postérieurs à l'envoi de la lettre. Celle-ci est du 28 juin et elle a dû être écrite à Murat ou le jour de leur transfert à Cosnat. Toute mémoire est fragile.

Concernant l'introduction d'informations codées, rien évidemment n'autorise à mettre en doute la parole du Dr Ing. La... mais ce dut être un exercice bien difficile

que de tromper la vigilance de celui ou ceux qui contrôlèrent la missive. Ils ne sont pas identifiés formellement mais, dans son rapport, le Caplt Lu..., commandant du sous-marin, fait mention de deux interprètes juifs émigrés d'Allemagne. Ils devaient donc avoir une parfaite maîtrise de la langue.

Par ailleurs, quiconque a pratiqué le chiffrement ne peut que s'interroger sur la difficulté et la possibilité d'introduire un message codé dans un texte courant sans en altérer le sens et l'orthographe. Ce travail aurait demandé toute une nuit. Pour être fixé il faudrait retrouver le document original et l'étudier avec l'officier survivant.

En tout état de cause, la lettre elle-même ne serait arrivée en Allemagne que tardivement et n'aurait pu être décodée que dans la seconde quinzaine de juillet. Elle ne faisait que confirmer les informations données à Limoges dès le 28 juin par les accompagnants qui ne furent pas arrêtés. Par le rapport du Caplt Lu... on sait que deux d'entre eux appartenaient à la marine allemande et que le troisième était un conducteur civil. Allemand ? Français au service des allemands ? C'est lui qui tua la maquisard, peu après la capture du car.

Le Gpt Jesser et les marins allemands

La capture des sous-marinières fut-elle à l'origine du ratissage du Gpt Jesser sur la Creuse. Celui-ci a-t-il été déclenché par l'arrestation ? Par la lettre ? Là encore des accusations ont été portées. L'étude des documents et la connaissance des faits montre qu'il n'en est rien et la mauvaise foi des accusateurs est facile à démontrer.

Rappelons d'abord que le Gpt Jesser, parfois appelé improprement "brigade Jesser" a été constitué début juin et que son premier objectif fut le Mont Mouchet. Sa composition et la chronologie de ses opérations sont mentionnées par le KTB de l'EMP 588 dont il dépendait. Pour apprécier correctement les faits il faut aussi s'intéresser au contexte car la Creuse n'est qu'un bien petit point sur l'immense échiquier d'un conflit mondial.

Début juillet 44 se déroule à l'est la bataille de Minsk. Sur le front de Normandie, la bataille fait rage et Caen est libéré le 9. Face à ces grands enjeux, la situation en Limousin pourrait paraître bien secondaire mais pourtant elle n'échappe pas à l'attention du haut commandement allemand à l'ouest.

- Le 2 juillet, une directive de l'OBW ordonne "la plus grande attention et le renforcement des mesures de sécurité"

- Le 4, il est précisé que "l'adversaire a déjà donné aux mouvements de résistance l'ordre de pré-alerte" et qu'il convient "sur diffusion du mot de passe "Bettina" de se mettre en état de défense maximum contre les sabotages, attaques par surprises et opérations aéroportées". (4) Ce sont évidemment ces dernières qui sont les plus redoutées.

- Le 7 est décidé "une nouvelle répartition des troupes: Pour le Gpt Jesser: Clermont Ferrand, les départements du Puy de Dome, Haute Loire, Cantal et Allier est (par rapport au Cher). Pour le Gpt Ottenbacher: Limoges et les départements de Corrèze, Creuse, Haute Vienne, Indre et Cher ouest".

- Le 8, il est fait mention d'une directive du HGSF (Haut Commandement Sud France) sur la signification du message B et les mesures à prendre en cas d'opérations aéroportées.

- Le 9, le 66ème corps de réserve signale au MBF (Commandement des forces d'occupation en France) "Gros de l'adversaire échappé du Plomb du Cantal".

- Le 10: mention d'un rapport du SD de Limoges: "A part quelques grandes villes qui sont encore tenues par des troupes allemandes, c'est partout le chaos dans la région. Les moyens de transport sont paralysés. Les grandes voies d'accès, sans parler des autres, sont sous le contrôle des maquis. Les voies ferrées sont paralysées tous les jours par des attaques qui s'intensifient. Les transmissions, à part la radio ... ne fonctionnent que par moment et à l'échelon local". Le BRQ (compte rendu) du 66ème corps au MBF mentionne:

1 - Forte résistance dans le nettoyage région Puy du Cantal

2 - Gpt Coqui (1 batterie du 1.000 Rgt de Sec. et 1.000° groupe de reconnaissance atteint région Bourg Lastic ... Eygurande. (8km O Bourg Lastic) découverte 22 tués de la colonne de ravitaillement attaquée par surprise le 7. Population mâle de Bourg Lastic arrêtée. Ratisage de la région en cours.

- le 11: "Limoges s'attend à une grande attaque le 14.7. Guéret s'attend également à de nouvelles attaques.

- Le 12: Gpt Jesser en regroupement en vue de l'intervention projetée. PC Ottenbacher transféré de Brive à Limoges. Et cette information du préfet de Guéret: "Nuit du 9 au 10, région Bourgneuf (Creuse) débarquement d'un général américain, 4 officiers supérieurs anglais et un millier d'hommes de troupes anglaises et américaines avec armes lourdes et chars de combat".

- Le 13: "Reconnaissance a constaté le 12-7 absence d'ennemis au camp de La Courtine.

- Le 14: Reconnaissance menée région de Bourgneuf le 13 aucun ennemi repéré.

- Le 15: Reconnaissance lancée de Limoges à Bourgneuf.

En complément de ces notations, le KTB mentionne évidemment beaucoup d'autres informations: sur les opérations en cours, sur les sabotages des voies de communication, sur divers "accrochages", en Creuse

notamment, etc.. On voit toutefois se dessiner clairement la stratégie de l'EMP et les opérations qui vont être menées conjointement par les Gpts Jesser et Ottenbacher sur le Limousin, la "pacification" de l'Auvergne étant partiellement acquise. Le premier va, en raisons des circonstances, déborder sur le secteur attribué au second en intervenant en Corrèze et en Creuse.

Nous disposons, en complément du KTB, des écoutes téléphoniques sur la ligne spéciale allemande Clermont Limoges par Bourgneuf. Nous les évoquerons dans un prochain numéro.

A aucun moment, dans les sources citées, il n'est fait référence aux officiers de marine. Le seul document allemand connu, faisant état de leur recherche, est le "rapport Vonalt" (commandant du 1er Btn du Rgt 1.000). Il n'est pas daté et est vraisemblablement postérieur aux faits évoqués.

Vonalt écrit: "Nous fumes envoyés vers Bourgneuf parce que le maquis s'était répandu et qu'il n'y avait pas de troupes allemandes. D'autre part notre mission était de libérer les officiers de la Kriegsmarine".

Si la traduction est correcte, ce dont nous n'avons pas de raison de douter car l'historien (5) qui publie ce rapport connaît bien l'allemand, "d'autre part" signifie que la mission de libérer les officiers de marine s'inscrit dans le cadre d'une mission plus vaste: la lutte contre les maquis, donc qu'elle n'en est ni la justification, ni le déterminant. Ce qui ne prouve pas que si l'opération contre les maquis du Limousin n'avait pas été prévue il n'y aurait pas eu une initiative ponctuelle pour tenter de libérer ces officiers mais, en la circonstance, il faut s'en tenir aux faits.

Vonalt, après avoir signalé "de fortes embuscades ... un violent accrochage contre des nids de résistance ennemis" évoque: "le concours de la population civile", (en fait la trahison qui aboutit à l'attaque de nuit contre Cosnat), "la mort d'un adjudant" (à Courson) et "la récupération des cantines des deux officiers marins mais pas de trace des deux officiers". Il écrit ensuite: "nous apprimes que les deux officiers, dans la confusion générale, avaient réussi à s'enfuir ... les deux officiers étaient libres et nous en eûmes confirmation par radio".

Ces mentions appellent quelques précisions. Le Gpt Jesser et Vonalt ont dû quitter la Creuse le 26. C'est après avoir rebroussé chemin qu'un élément s'est livré à la tuerie de Chard le 27. Le KTB ne mentionne qu'à la date du 29 l'arrivée à Limoges de "1 officier et 2 matelots" (en fait un seul matelot). Le Caplt Lu... dit, dans son rapport, être arrivé le 24. Le Caplt La... n'est arrivé que le 31.

Il faut donc en conclure que Vonalt n'a pu être informé, au mieux, que le 24 et qu'il ne l'était qu'imparfaitement car à cette date on ne connaissait pas le sort du Caplt La..., sauf à le porter disparu, mais dans ce cas il ne

peut pas écrire "les deux officiers étaient libres". Ce constat signifie sans doute que le rapport a été établi postérieurement aux faits.

En conclusion

De ce très long exposé sur un sujet jusqu'ici mal connu mais très commenté, interprété et exploité à des fins peu honorables, il semble possible de tirer 3 enseignements d'ordre militaire:

1 - La forces d'occupation font face à une situation difficile tout en maintenant des capacités offensives.

2 - Le haut commandement allemand prend en compte les potentialités de la Résistance, en fait des FFI, et apprécie correctement leurs capacités de nuisances: occupation du terrain, sabotages divers, attaques des convois, etc..

3 - Des opérations aéroportées, dans nos régions, sont redoutées (6) et les risques qu'elle feraient courir au dispositif allemand bien mesurés, voire surestimés.

Ces constats permettent d'élever le débat sur le rôle et les missions des FFI. Il ne faut évidemment pas leur accorder des capacités militaires qu'elles n'ont pas, mais il ne faut pas non plus, comme parfois ont tendance à le faire certains jeunes historiens spécialistes de la "stratégie en chambre", nier leur efficacité.

Concernant le sujet évoqué, il est possible de tirer deux conclusions:

- Le Lt Col. François-Fossey, commandant les FFI de la R.5-D.2, ne saurait être accusé d'imprudence et moins encore de trahison. Il n'a fait qu'appliquer les consignes reçues en vue de protéger les combattants de l'intérieur, considérés par l'adversaire comme francs-tireurs. Par ailleurs, il est plutôt à son honneur d'avoir traité correctement ses prisonniers.

- La lettre qu'il a forcé les officiers de marine allemands à rédiger n'est pas à l'origine des opérations du Gpt Jesser sur la Creuse. D'une part parce que les convoyeurs qui ne furent pas arrêtés étaient arrivés à Limoges le 28 juin, alors que la lettre ne parvint à Bordeaux que le 7 juillet, d'autre part parce que la mission de Jesser, en liaison avec celle d'Ottenbacher, s'inscrivait dans un cadre général concernant tout le Limousin. Il opéra d'ailleurs en Corrèze avant de concentrer ses forces sur la Creuse. Il faut enfin noter qu'à aucun moment Vonalt, dans son rapport, ne fait la moindre allusion à la lettre. Il en est de même du Caplt Lu..., commandant le sous-marin, dans le sien.

Les accusations portées relèvent soit d'un manque d'information, soit d'une interprétation ou d'une manipulation des textes mais en tout état de cause d'une intention de nuire.

Il faut aussi admettre:

- que la recherche historique demande beaucoup de temps, beaucoup de patience et souvent un peu de chance. Beaucoup de prudence aussi dans l'appréciation des textes. Ce qui est écrit dans des documents d'apparence aussi fiable que le KTB de l'EMP 588, peut comporter des erreurs, tant dans le libellé que dans la matérialité des faits.

- que la recherche historique confirme la fragilité des mémoires, même dans le cas des personnes les plus averties et les plus dignes de foi. Le rapport (seulement évoqué) du commandant du sous-marin révèle une exceptionnelle capacité d'observation de la chose militaire, qu'il s'agisse de l'organisation du commandement à Cosnat, de la promotion des officiers, de l'armement, de la préparation des missions. Par contre il contient des erreurs manifestes et surprenantes sur les grades des officiers français et alliés et sur leurs uniformes. La mémoire est "sélective" et "infidèle" même chez des officiers de haute compétence.

Il n'y a plus de mystère sur "l'affaire" des marins allemands. Les légendes colportées au fil du temps vont-elles s'effacer devant la vérité ? Rien n'est moins sûr.

Il reste désormais bien peu de mystères à élucider, hors précisions à venir sur certains faits. Dans le prochain numéro, nous aborderons les spécificités de la résistance en Creuse.

COTISATIONS 1997

Ci-joint bulletin d'adhésion pour l'année 1997. A renvoyer, si possible avant le 31 décembre 1996, à Mme Cerclier. (Vaudin démissionnaire des fonctions de trésorier, pour raisons familiales).

Merci aux retardataires de bien vouloir, par la même occasion, régulariser leur situation.

(1) Il faut préciser que l'histoire enseignée aux jeunes allemands affronte courageusement la réalité. Plusieurs professeurs qui accueillent en France, dans le cas d'échanges scolaires, des élèves et enseignants allemands, aiment à souligner la qualité des manuels et de l'enseignement de l'histoire contemporaine en Allemagne.

(2) ADC. 1 J 541

(3) Il y eut parfois concrétisation des menaces, suite à des exactions particulièrement odieuses. En Haute Corrèze, le Cdt des FFI, officier d'active, fit exécuter deux soldats et envoyer leurs corps aux responsables de la Wehrmacht.

(4) C'est nous qui soulignons.

(5) Eugène Martres. Le Cantal de 1939 à 1945.

(6) Le plan C (ou Caïman) prévoyait une opération aéroportée sur le Massif Central. Il ne fut pas mis en oeuvre mais le commandement allemand en avait saisi l'opportunité.



L'Hôtel Saint François qui abritait la Kommandantur, après la reddition de la garnison allemande aux FFI, le 7 juin 1944

LE 7 JUIN 1944 LA GARNISON ALLEMANDE DE GUERET SE REND AUX F.F.I.

Ce texte a pour trame l'allocution prononcée le 7 juin 1994 par l'historien Jean Michaud, à l'occasion des cérémonies marquant le 50ème anniversaire.

Juin 1940 - juin 1944. Que d'événements survenus et de chemin parcouru au cours de ces quatre années de tyrannie, de souffrances et de deuils !

Comme l'avait prévu le général de Gaulle dans ses appels des 18 et 22 juin 1940, la guerre est devenue dès 1941 mondiale et la force mécanique dont il attendait la victoire se trouve maintenant entre les mains des alliés, anglais, russes et américains.

A l'est, l'Armée Rouge refoule méthodiquement l'ennemi hors du territoire qui s'appelait alors l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). Au cours de terribles batailles, notamment à Stalingrad et à Koursk en 1943, elle a, selon l'expression de Winston

Churchill, "cassé les ressorts de l'armée allemande". En retenant devant elle le gros des forces hitlériennes (près de 200 divisions à l'est pour une soixantaine à l'ouest), elle va contribuer au succès du débarquement.

Sur le front de la Méditerranée, le 4 juin, les troupes alliées font leur entrée dans Rome, avec les 4 divisions françaises du général Juin. Elles ont pris une part déterminante dans les combats qui ont ouvert la route de la capitale italienne. Depuis l'automne, la Corse est libérée. Dans le Pacifique l'initiative est aux américains.

6 juin: débarquement allié en Normandie Les missions de la Résistance

Et voici que le 6 juin commence sur le côté normande le débarquement tant attendu des forces américaines, britanniques, canadiennes, avec la participation de commandos, de navires et d'avions français, norvégiens, polonais, belges, hollandais.

Sur le sol de France, malgré d'innombrables difficultés, les mouvements de Résistance ont constitué une armée clandestine, une armée de volontaires, une armée structurée. Ses différentes composantes (Armée Secrète, Corps Francs de la Libération, Francs Tireurs et Partisans, pour la Creuse) constituent les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) sous l'autorité du général Koenig, qui les dirige depuis l'Angleterre.

L'ancienne zone libre a été divisée en 6 régions. La région 5 (R.5) comprend la Haute Vienne, la Corrèze, la Creuse, l'Indre, une partie du Cher, de l'Indre et Loire, de la Vienne et de la Dordogne. A sa tête le Chef Régional Rivier (Rousselier), dans chaque département un chef départemental. Pour la Creuse le commandant François (Fossey) qui a été Chef Maquis puis Chef des CFL avant d'être désigné Chef des FFI. Dans chaque région, un Délégué Militaire Régional (DMR) représente le général de Gaulle et assure les liaisons avec l'état-major de Londres: Ellipse (Déchelette) pour la R.5. Il a été parachuté fin janvier. Les formations des FFI sont armées grâce à des parachutages qui s'effectuent à l'initiative et sous la responsabilité du Centre des Opérations de Parachutages et Atterrissages (COPA), dirigé en R.5 par Baron (Hennebert) et pour la Creuse par Gérard (Grand). A noter qu'en R.5 les formations FTP furent, pour l'essentiel, armées par les services britanniques.

Aux FFI sont assignées des missions précises définies par les "Plans". Pour la R.5: Plan vert: sabotage des voies ferrées. Plan Tortue: sabotage des ponts et routes d'intérêt stratégique. Plan Bleu: sabotage des lignes électriques. Plan Violet: sabotages des câbles téléphoniques. Plan Guérilla. Chaque région militaire a ses propres messages correspondant aux différents Plans.

Le 5 juin au soir, le Haut Commandement Allié fait diffuser par la BBC tous les messages, déclenchant ainsi tous les Plans sur tout le territoire français, alors que le débarquement va s'opérer en Normandie. Cette décision s'explique par trois raisons: il s'agit d'entraver au maximum et d'un seul coup l'ensemble des transports et transmissions ennemis, de montrer à l'occupant qu'il n'est plus en sécurité en aucun point du territoire et l'obliger ainsi à laisser des troupes un peu partout en France, de le laisser enfin, jusqu'au dernier moment, dans l'ignorance du lieu du débarquement. On sait qu'en présence de cette généralisation des sabotages les Allemands ont cru un moment que le débarquement allié en Normandie n'était qu'une diversion.

Exécutant les ordres reçus, dans la nuit du 5 au 6 juin, un groupe de "spécialistes" formés à cet effet par un officier instructeur parachuté, effectue en Creuse les premiers sabotages prescrits. Le 6 au matin, un groupe de la 1ère Cie CFL tue un allemand et en blesse mortellement un autre dans une embuscade, au nord de Bourgneuf.

A 17h30, sur les ondes de la BBC, le général de Gaulle s'adresse aux Français: *"Pour les fils de France, où qu'ils soient, quels qu'ils soient, le devoir simple et sacré est de combattre l'ennemi par tous les moyens dont ils disposent. Il s'agit de détruire l'ennemi, l'ennemi qui écrase et souille la Patrie"*.

Attaque de la garnison de Guéret

C'est à la suite de ce message que fut prise la décision d'attaquer la garnison de Guéret le lendemain. Cette

garnison comprenait l'Etat-Major de Liaison (Kommandantur) installé à l'hôtel Saint François et la Feldgendarmarie logée à l'Hôtel Auclair. En complément, les francs-gardes de la milice retranchés dans la loge maçonnique.

Certains en Creuse ont cru devoir épiloguer sur l'opportunité de cette décision. Précisons:

- François (1) en fut l'initiateur mais elle fut discutée et approuvée à l'échelon départemental. Il n'est par ailleurs pas pensable que l'éventualité n'en ait pas été évoquée avec le DMR et les responsables régionaux de la R.5, tout spécialement au cours de la semaine précédente où ils étaient en Creuse.

- L'une des préoccupations de François était l'attitude de l'Ecole de la Garde (2), installée à Guéret depuis le début de l'année et forte d'environ 500 hommes. Des contacts avaient été pris mais ils ne concernaient que quelques officiers. Il fallait donc créer le prétexte et les conditions du ralliement. L'attaque de la garnison allemande devait être l'argument le plus convaincant.

Justifiée par un rapport de forces favorable, l'opération avait aussi pour objectif d'amener l'Ecole de la Garde à prendre position. Le 6, à 21 heures, François se présente à la caserne pour demander au colonel Favier de rallier la Résistance mais celui-ci refuse et menace de faire arrêter son interlocuteur.

Le 7 au matin, dès 3h30, la ville est isolée (toutes les communications téléphoniques et télégraphiques sont coupées). Les centraux sont occupés dès 4 heures, après qu'aient été neutralisés allemands de garde. Opération menée par un commando infiltré la veille, avec l'aide des résistants des PTT. L'arrivée des formations FFI était prévue pour 5 heures mais certaines furent retardées par des problèmes de gazogènes. L'attaque de tous les objectifs fut simultanée.

La première solution envisagée avait été l'attaque par commandos: "les prendre au lit", après neutralisation des sentinelles. C'était relativement facile à l'Hôtel Auclair car les lieux étaient parfaitement connus et la disposition des chambres favorable, mais beaucoup plus difficile à l'Hôtel Saint François, immeuble ancien, moins bien connu, avec de multiples couloirs et escaliers. Il y avait au PC un certain nombre de combattants formés aux techniques de commando et il était prévu de demander un renfort aux deux compagnies "franches" qui disposaient d'éléments aguerris. Cette tactique fut finalement écartée par François avec pour argument: "connaissant mal les lieux vous risquez de vous tirer les uns sur les autres". La seule solution possible était donc l'attaque frontale, malgré le manque d'armes adaptées.

Cette opération mobilisa la quasi-totalité des formations armées: CFL, AS et FTP. Au total environ 300 hommes, pour la plupart maquisards confirmés mais mal préparés à une opération urbaine contre un ennemi retranché dans des immeubles mis en état de défense.

Effectif renforcé après 7 heures par les éléments ralliés de l'Ecole de la Garde qui prirent position aux côtés des FFI.

Faute d'armes lourdes, après plusieurs heures de combats meurtriers de part et d'autre, il fallut se résoudre à incendier, par les toits, l'Hôtel Saint François, pour obtenir la reddition rapide de l'Etat-Major de Liaison. Celle-ci fut négociée avec le concours de l'un des soldats faits prisonniers le matin au central téléphonique. Fait exceptionnel et sans doute unique à l'époque, les honneurs militaires furent rendus aux vaincus par un élément maquis et un peloton de l'Ecole de la Garde.

Cette reddition entraîna celle de la Feldgendarmerie. Les blessés furent transportés et soignés à l'hôpital, les prisonniers correctement traités. Ce comportement humain des FFI évita par la suite des représailles, lorsque la ville fut réoccupée, le 9.

Les miliciens se rendirent un peu plus tard après "traitement" au bazooka des ouvertures transformées en meurtrières de l'immeuble qu'ils occupaient.

Guéret fut le premier et le seul chef-lieu de département libéré, après combat, le 7 juin par les FFI.

L'Ecole de la Garde qui, dans sa majorité, avait rejoint les FFI et participé à l'action, joua le lendemain un rôle déterminant pour repousser une contre-attaque allemande venant de Montluçon. Redoutant une opération de plus grande envergure, le commandant François décidait le 9 au matin d'évacuer la ville et les FFI "reprenaient le maquis", accompagnés par l'Ecole de la Garde.

Sage précaution car l'ennemi revenait en force avec un bataillon de la 189ème division venant de Montluçon, appuyé par l'aviation, et un bataillon de la 2ème division blindée SS Das Reich, venant du sud. Contrairement à ce qui se passa dans d'autres villes, les Allemands n'effectuèrent pas les représailles prévues. Sans méconnaître l'action du maire, le rôle décisif revint aux blessés soignés à l'hôpital qui témoignèrent des soins dont ils avaient bénéficié, des conditions du combat et des honneurs militaires rendus aux assiégés.

Guéret et Tulle

Il est souvent fait un rapprochement, même par d'éminents historiens, entre Guéret et Tulle. En fait il existe des différences fondamentales:

- Garnison importante à Tulle (350-400). Relativement faible à Guéret (de l'ordre de 50)

- FTP seulement à Tulle. CFL + AS + FTP + Ecole de la Garde à Guéret.

- Rapports de force très différents: de l'ordre de 1,5 à 2 pour 1 à Tulle. De l'ordre de 5 pour 1 à Guéret.

Beaucoup plus après le ralliement de l'Ecole de la Garde.

- Garnison totalement isolée, sans possibilité de communication avec l'extérieur à Guéret. Partiellement à Tulle: les lignes aériennes avaient bien été coupées mais pas le câble souterrain.

- Combats terminés le même jour à 13h30 à Guéret. Non terminés le lendemain soir à Tulle, lors de l'arrivée de la Das Reich.

- Reddition avec honneurs militaires à Guéret. Pas de reddition complète à Tulle.

Par ailleurs, certains historiens évoquent des opérations à objectifs politiques. A Guéret les objectifs étaient seulement militaires.

POLEMIQUE

Dans le cadre des campagnes de dénigrement (ou de diffamation ?) menées contre le Lt Col. François depuis un certain nombre d'années, les drames qui se sont déroulés après l'attaque de la garnison de Guéret, entre le 8 et le 11 juin, occupent une place de choix aux côtés de "l'affaire des marins allemands". Qu'en est-il ?

8 juin: La Souterraine. Ce n'est pas François qui décida de cette malheureuse opération.

8 juin: Aubusson. Ce n'est pas François qui décida des malencontreuses initiatives prises. Le Tribunal de Grande Instance a eu à connaître des faits.

9 juin: Combeauvert. Ce n'est pas François qui dirigea sur la route de Bourgneuf le groupe qui allait être anéanti. Il n'avait pas appelé les jeunes de Vallières.

11 juin: Janailat. Les anciens de l'Ecole de la Garde n'ont, à notre connaissance, jamais accusé François. Ils ont fait des recherches sérieuses sur l'origine de l'attaque. Fatalité ? Imprudence ? Trahison ?

Nous reviendrons sur ces faits.

(1) Le Lt Colonel François-Fossey, Compagnon de la Libération, est mort accidentellement. Il n'a laissé que peu d'archives et n'a pas eu le temps d'écrire ses mémoires.

(2) L'Ecole de la Garde, abritait, en complément de ses propres élèves, pour partie et plus ou moins clandestinement, deux promotions de Saint Cyr: celle qui avait presque terminé sa formation lors de la dissolution de l'armée d'armistice et celle qui avait passé le concours en 1942 mais n'avait pas encore été appelée. L'encadrement comprenait évidemment des instructeurs de la Garde mais aussi des officiers d'autres armes: chars, génie, etc., inclus quelques instructeurs du cadre noir de Saumur.

Sources:

Allemandes: KTB de l'EMP 588

Archives Départementales

Documents et témoignages recueillis par l'association.



LA 2ème DB SS DAS REICH EN CREUSE

LE MASSACRE DE COMBEAUVERT

LE 9 JUIN 1944

Ce texte reprend, en les complétant, les allocutions prononcées par Castille en 1994 et 1995, pour les 50ème et 51ème anniversaires. Il s'efforce de replacer le drame dans son contexte historique.

Pour apprécier correctement et comprendre les faits il faut s'élever au-dessus des contingences locales, départementales ou régionales et se situer sur l'immense échiquier des forces en présence.

Les forces allemandes à l'Ouest au moment du débarquement

L'OBW, Haut Commandement à l'Ouest, sous l'autorité du maréchal Von Rundstedt dispose en France d'une soixantaine de divisions, dont 16 constituent le groupe d'armée G, au sud d'une ligne Nantes-Genève, correspondant sensiblement à l'ex-zone non-occupée. Parmi ces 16 divisions, 4 blindées dont la 2ème Panzer SS "Das Reich", stationnée au nord de Toulouse, dans la région de Montauban. Après de durs combats sur le front Est elle est venue reconstituer ses forces en hommes et en matériel, tout en participant dans son secteur à diverses opérations de "maintien de l'ordre".

En parallèle le MBF, Commandement Territorial en France occupée, sous l'autorité du général Von Stulpnagel, est en charge de l'administration militaire. Il dépend directement du commandement des forces armées, en fait de Hitler.

L'ex-zone non-occupée est partagée en 4 secteurs relevant chacun d'un EMP ou Etat-Major Principal basé

à Lyon, Clermont Ferrand, Avignon et Toulouse. La Creuse dépend de celui de Clermont: l'EMP 588 qui couvre 9 départements, pour l'essentiel l'Auvergne et le Limousin, les Régions 5 et 6 pour la Résistance. Il a sous son autorité des Etat-Major de liaison départementaux ou EML. Celui de Guéret est l'EML 896. Il est commandé par le Lt Colonel Biebrecher. Le chef de l'EMP 588 est le général Von Brodowski. Il dispose de troupes dites de sécurité ou de police réparties dans les principales villes, dont l'effectif total est de l'ordre de 7.000 hommes (1)

Les autorités allemandes sont relativement bien informées de l'organisation et de l'implantation des forces de la Résistance mais semblent en avoir, jusqu'au jour du débarquement, sous-estimé les possibilités offensives, en fait les capacités de nuisance.

Les objectifs et moyens de la Résistance en R.5 et R.6 au moment du débarquement

Pour comprendre les réactions allemandes face aux initiatives de la Résistance dans nos régions et départements il faut se placer dans l'optique de l'EMP 588. Celui-ci a manifestement été surpris par l'ampleur et la forme des opérations déclenchées au moment du débarquement.

En Auvergne, les rassemblements, au Mont Mouchet notamment, sont déjà très avancés le 6 juin et des renforts ont été demandés par Von Brodowski. Dans le Cher Sud, Saint Amand Montrond est libéré le 6. En Corrèze Tulle est attaqué le 7 et la garnison d'Ussel négocie sa reddition le 8. En Creuse, Guéret est attaqué et libéré le 7 mais toutes les communications ayant été coupées les Allemands ignorent ce qui s'est passé (2)

La réaction est immédiate et brutale. L'ordre de "pacification du Cantal et des territoires limitrophes" est lancé dès le 6, avec l'appui des renforts précédemment demandés, dont le R.1.000 et le AA 1.000, alors stationnés au sud de Paris. Ce sont des unités très mobiles, formées pour intervenir contre

toutes forces susceptibles de menacer les arrières du front au moment du débarquement.

Dès le 8, (dans la nuit du 7 au 8), des directives sont données au plus haut niveau: "afin de réduire les mouvements de résistance du sud de la France ... un groupement sera constitué. Ce groupement placé sous les ordres de l'OKW et du MBF, comprendra:

le 66ème corps de réserve,
la 189ème division de réserve,
la 2ème SS Panzerdivision "Das Reich",
le 7ème bataillon du régiment de sécurité aux ordres du MBF avec accompagnement d'armes lourdes,
la Feldgendarmérie.

La 2ème SS PD "Das Reich" sera engagée dès maintenant dans la nuit du 7 au 8 juin, dans le secteur Tulle-Limoges. Elle fera mouvement vers Tulle pour délivrer les unités encerclées dans cette ville. ... " (2).

En complément l'OBW, Haut Commandement à l'Ouest, donne des directives dont ci-après les principaux passages (3):

"Les rapports qui parviennent sur l'Armée Secrète et sur les actes de terrorisme dans cette région montrent que l'action des maquis prend des proportions considérables.

Le 66ème corps de réserve avec la 2ème PD SS "Das Reich" qui sont placés sous la direction du commandement militaire en France doivent immédiatement passer à la contre-offensive pour frapper avec la plus grande puissance et la plus extrême rigueur, sans aucune faiblesse.

Le 66ème corps de réserve, la 189ème division de réserve, la 2ème SS PD "Das Reich" doivent être engagés avec toutes leurs unités.

Le climat d'insécurité qui règne dans ces régions du Massif Central doit être radicalement supprimé. Le résultat de ces opérations est d'une énorme importance pour la suite des opérations à l'ouest. (4). Tout demi-succès serait un échec. Les forces de la résistance doivent être anéanties rapidement par des manoeuvres d'encercllement.

... Dans ces régions infestées en permanence, il faut user de mesures d'intimidation contre les habitants. Il faut par des exemples frapper durablement l'esprit de la population. (4) Il faut lui faire passer l'envie de se plier à leurs exigences.

... l'OKW rappelle et souligne ses instructions du 8 juin 1944 au sujet des membres de la Résistance française: ceux-ci doivent être considérés et traités comme des francs-tireurs" (4).

Au lendemain du débarquement, durant la période la plus cruciale, l'Etat-Major allemand n'a certainement pas distrait à la légère de tels moyens et donné sans

raisons impérieuses de telles directives pour affronter les "terroristes" et détruire les "bandes". Les justifications avancées par les historiens sont multiples et diverses: surestimation, très temporaire comme le montrent les décisions des jours suivants, des capacités offensives des FFI, craintes d'opérations aéroportées (le plan C qui ne fut jamais mis en oeuvre), sauvegarde impérative des moyens de communications, etc..

On notera que l'OBW est informé des événements de Tulle mais qu'il n'est pas fait mention de Guéret.

Le KTB (journal de l'EMP 588) note de son côté, à la journée du 7: "Réseau de transmissions fortement perturbé. Sans cesse comptes rendus de destructions de voies ferrées. Appels répétés de Tulle devant la menace de fortes bandes. Aucune nouvelle de Guéret ... "

Pour la journée du 8 il précise: "Aucune liaison n'existant avec Guéret, une Cie du 163ème Rgt de grenadiers de réserve de Montluçon est dirigée sur Guéret dans la matinée. Elle rencontre un important adversaire et doit faire demi-tour. Pertes: 7 tués, 10 blessés". et pour la journée du 9: "163ème Btn de grenadiers de réserve passe de nouveau à l'attaque de Guéret avec appui aérien". Le 10 il fait état des pertes de l'EML de Guéret: "9 tués, 9 blessés, 19 disparus".

La Das Reich en Creuse

Curieusement le KTB de l'EMP 588 ne fait pas état, ni le 9 ni le 10, de la présence de la Das Reich en Creuse. Il faut attendre les comptes rendus des journées du 11 et du 12 pour en trouver trace.

Le 11: d'après une "radio du Lt Colonel Biebrecher commandant l'EML de Guéret, arrivé à Limoges: Début combat 7.6 - 7 h. Reddition aux terroristes 13 h. les munitions tirant à leur fin et le bâtiment de l'EM menaçant de s'effondrer à la suite d'un incendie. A Guéret il a dû se trouver 2.000 terroristes dont la Garde Mobile qui dans la nuit du 6 au 7 ont investi les bâtiments de l'EM et de la gendarmerie. Lt Colonel Biebrecher fait prisonnier a été libéré avec une partie de son EM par le 96ème groupe de chars SS le 9.6 à 14 h 30, à environ 15 Km S.O. de Guéret".

Le 12: "EML Limoges signale: 23 disparus de l'EML Guéret arrivés à Limoges. Ils ont été libérés par la DB SS Das Reich".

Ces comptes rendus de l'EMP 588 appellent des éclaircissements. L'opération lancée pour reprendre Guéret n'était pas laissée au seul 163ème bataillon venant de Montluçon. Elle faisait aussi appel au 3ème Btn, commandé par le Sturmbannführer Kampf, du régiment Der Führer de la division "Das Reich", lequel constituait l'avant garde de la division. Il semble que Kampf ait quitté le 8 au soir la N.20 vers Pierre Buffière en direction de Saint Léonard, alors que les autres éléments du Rgt gagnaient directement Limoges. Ce qui signifie qu'il était déjà en possession de son ordre de marche vers Guéret.

Le 3ème Btn de der Führer compte 4 Cies: 9ème, 10ème, 11ème, 12ème. La 9ème avec l'échelon de commandement doit passer par Bourgneuf pour arriver à Guéret par le sud alors que les autres doivent quitter la N.141, en direction de Bénévent et Saint Vaury pour entrer dans Guéret par l'ouest, les entrées est et nord étant en charge du 163ème Btn venant de Montluçon.

C'est donc la 9ème Cie qui porte la responsabilité du massacre de Combeauvert. Les faits ont jusqu'à ces dernières années fait l'objet de relations fondées sur l'interprétation et la déduction, voire l'imagination plus que sur des documents. Ils sont aujourd'hui connus. Le rapport quotidien du bataillon, comme tout document militaire de ce type énumère une succession de faits situés en fonction de cotes, de numéros et de lieux portés sur des cartes, pour la plupart vérifiés et exact. Il fait état des barrages rencontrés, des ponts sautés, des accrochages avec les forces de la Résistance, notamment celui qui coûta la vie à 3 FFI de la Cie Chaumeil. Après un court arrêt à Bourgneuf, la Cie repart en direction de Guéret. C'est alors que:

"L'avant garde de la 9ème Cie tomba [...] sur un camion de l'ennemi occupé par 24 officiers, sous-officiers et auxiliaires féminines en uniforme. Le camion était couvert par 25 terroristes armés [...]. Lors de cet accrochage des soldats ont été libérés. Il s'agissait de membres de l'EM et de feldgendarmes de Guéret. ... Lors de la couverture établie immédiatement après plusieurs terroristes furent tués. La compagnie fut ensuite attaquée sur le flanc droit par l'ennemi [...]. La riposte immédiatement déclenchée détruisait une voiture de tourisme, 4 camions et tuait 11 terroristes. Le reste de l'adversaire parvenait à s'enfuir" (5).

Ce rapport doit être interprété avec les précautions d'usage mais il est vraisemblable pour l'essentiel et confirmé, sur un point important par le KTB de l'EMP 588, précisé par des sources françaises. Les faits peuvent être reconstitués comme suit:

Le 9 au matin, une partie de l'EML et son chef, le Lt Colonel Biebrecher, est évacué à pieds par un élément de la Cie Chareille, d'abord par la N.140 en direction de Bourgneuf, puis vers La Chapelle Taillefert où il est pris en charge par un camion des FFI du Cher replié en Creuse. C'est ce camion, parfaitement identifié, "couvert" par un autre camion transportant des FTP qui va se trouver face à face avec les SPW (semi-chenillés) de la 9ème Cie de la "Das Reich", à Combeauvert. 3 Allemands dont une auxiliaire féminine sont tués et plusieurs autres blessés. Par des balles allemandes semble-t-il. Le chauffeur et son camarade du Cher sont tués ainsi que tous les FTP. Un officier de la "Das Reich" aurait été blessé. (6)

Quand à l'ennemi qui attaque les SS sur leur flanc droit, il est constitué par des jeunes sans armes, hors "l'arme de service" du gendarme qui les conduit vers le PC des FFI où ils souhaitent s'engager. Quelques-uns, en queue de convoi parviennent à s'enfuir. Les autres

sont fusillés mais trois d'entre eux, seulement blessés, échappent au massacre. Le témoignage de l'un d'eux traduit bien l'horreur du massacre et la barbarie des SS:

"Je me croyais prisonnier, ne pouvant imaginer que des hommes quels qu'ils fussent aient le courage de tuer des êtres sans défense. ... Ils nous obligèrent à nous asseoir dans le fossé, au coude à coude. ... En ricanant, ils nous firent signe qu'ils allaient nous couper le cou, nous expédier au ciel. J'espérais encore qu'il s'agissait là de plaisanteries de brutes mais au bout de quelques minutes, ils firent feu sur nous à 1 m 50 de distance".

31 morts seront dénombrés à Combeauvert. Après ces forfaits, la 9ème Cie reprend sa marche vers Guéret où elle rejoint les 10ème, 11ème, et 12ème parvenues sans encombre, un peu après le 163ème bataillon. Kampf peut confirmer les témoignages des blessés soignés à l'hôpital sur les faits qui se sont déroulés le 7. Guéret ne subira pas de représailles.

Hors un détachement laissé sur place, le bataillon rejoint Limoges par les axes précédemment empruntés. C'est sur le chemin du retour, entre Bourgneuf et Saint Léonard que Kampf, seul dans sa voiture devant ses unités, croisera un groupe des FTP de Guingouin et sera fait prisonnier.

Considérations

Contrairement à ce qui été dit et écrit, la Résistance n'a pas arrêté la "Das Reich", c'est à dire une division blindée SS forte de plus de 200 chars, de plus de 15.000 hommes, disposant de plus de 1.500 véhicules pour la plupart blindés. (une PD SS a une puissance de feu double d'une division blindée de la Wehrmacht).

Il est par contre justifié d'affirmer que la Résistance a contribué au retard important avec lequel la "Das Reich" est arrivée sur le front de Normandie. Retarder et perturber les mouvements de l'ennemi dans la phase cruciale du débarquement était une des missions de la Résistance, toutes régions et toutes formations confondues. C'est ce qui a permis au général Eisenhower d'évaluer son concours à 15 divisions et au général Marshall, chef d'EM des armées américaines d'écrire: *"La Résistance Française a dépassé toutes nos prévisions. C'est elle qui en retardant l'arrivée des renforts allemands et en empêchant le regroupement des divisions ennemies à l'intérieur a assuré le succès de nos débarquements"*.

- (1) Eugène Martres
- (2) KTB de l'EMP 588
- (3) Cité par Beau et Gaudusseau: "Les SS en Limousin"
- (4) Souligné par nous
- (5) Documents Chastaing
- (6) Hastings: La Das Reich et la Résistance